



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruno le Maire et Christophe Béchu lancent une mission sur l'assurabilité des risques climatiques, chargée de faire des propositions pour garantir la soutenabilité du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles et renforcer le rôle du système assurantiel dans la prévention, l'atténuation et l'adaptation face au dérèglement climatique.

Paris, le 26 mai 2023
N°876

Bruno le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et **Christophe Béchu**, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, annoncent le lancement d'une mission chargée d'élaborer un état des lieux et des recommandations sur l'évolution du système assurantiel français face aux enjeux posés par le dérèglement climatique. Cette mission s'inscrit dans le cadre des travaux de planification écologique conduits sous l'autorité de la Première ministre.

L'augmentation de l'intensité et de la fréquence des événements climatiques en France métropolitaine et dans les Outre-mer se traduit par une hausse importante et durable des coûts d'indemnisation des pertes matérielles, agricoles et d'exploitation, lesquels pourraient représenter 70 milliards d'euros de coûts additionnels au cours des trois prochaines décennies.

Cette dynamique de coûts implique de réfléchir aux efforts de prévention additionnels à réaliser et aux moyens de garantir à l'avenir l'assurabilité des particuliers, entreprises, collectivités territoriales et des écosystèmes dans les territoires fortement exposés aux risques climatiques.

Dans ce contexte, les ministres ont confié une mission visant à élaborer des recommandations sur les enjeux et évolutions du système assurantiel français face aux risques climatiques à trois personnalités reconnues :

- Thierry Langrenay, président de l'association environnementale Ateliers du futur, est l'ancien directeur général adjoint de Crédit agricole Assurances et directeur général de sa filiale d'assurances de dommages Pacifica ;
- Gonéri Le Cozannet, ingénieur et titulaire d'un doctorat en géographie, travaille au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) en tant qu'expert spécialisé sur les risques côtiers et le changement climatique. Il a contribué au 6^{ème} rapport d'évaluation du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité au changement climatique en Europe et en Méditerranée ;
- Myriam Mérad, directrice de recherche au CNRS rattachée au laboratoire d'analyse et de modélisation de systèmes d'aide à la décision de l'Université Paris Dauphine. Experte des enjeux de gestion sociétale des risques majeurs, elle préside notamment le conseil scientifique de l'association française pour la prévention des catastrophes naturelles et technologiques.

Les travaux de cette mission porteront en particulier sur trois axes :

1. Les moyens permettant d'assurer la soutenabilité du régime français d'indemnisation des catastrophes naturelles, qui est un outil clé de résilience ;
2. Le renforcement du rôle du système assurantiel dans le financement de la prévention et de l'adaptation face au dérèglement climatique, et une amélioration de l'articulation avec les interventions publiques existantes en la matière ;
3. L'analyse de la contribution du cadre prudentiel et de la politique de souscription des assureurs à l'atténuation du changement climatique, et les recommandations permettant d'en accroître la portée.

En lien et avec l'appui de la direction générale du Trésor et de la Caisse centrale de réassurance, **cette mission analysera la pertinence de nos outils actuels d'indemnisation et de prévention des risques climatiques, et le rôle du système assurantiel dans le contexte d'adaptation au changement climatique** des territoires de France métropolitaine et d'outre-mer. La mission s'appuiera aussi sur l'expertise des services et opérateurs du ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, notamment l'observatoire national des effets du réchauffement climatique (ONERC), la direction générale de la prévention des risques (DGPR), le BRGM et Météo France.

La mission formulera ses recommandations aux ministres d'ici décembre 2023.

Une concertation large des acteurs concernés – assureurs, réassureurs, organismes de recherche, élus et représentants de la société civile – sera menée dans le cadre de cette mission.

A l'occasion d'un déplacement en Guadeloupe et en Martinique au cours duquel Bruno Le Maire a évoqué les enjeux d'assurabilité dans les territoires ultra-marins face au dérèglement climatique, le ministre a déclaré que *« les événements climatiques extrêmes – tempêtes, inondations, cyclones, sécheresses – se multiplient et augmentent en intensité. Ces événements posent dès aujourd'hui la question de l'assurabilité de nombreux territoires, en Outre-mer comme en métropole. C'est pourquoi j'ai demandé à trois experts de l'assurance et de l'adaptation au changement climatique de réaliser un état des lieux actualisé et de faire des recommandations pour renforcer, en lien avec le système assurantiel, nos moyens d'action et de prévention face à ces risques »*.

Selon Christophe Béchu : *« La trajectoire d'adaptation de notre pays au changement climatique que j'ai présenté le 23 mai dernier, implique de déployer dès aujourd'hui les politiques publiques qui permettront de mieux prévenir les risques environnementaux. Cette mission contribuera à la réflexion engagée par le gouvernement sur la stratégie d'adaptation de la France, en précisant le rôle indispensable des acteurs du système assurantiel, tant en termes d'indemnisation que de prévention des risques climatiques »*.

Contacts presse

Cabinet de Bruno Le Maire - 01 53 18 41 20 - presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet de Christophe Béchu - 01 40 81 78 31 - communication.mtect@ecologie-territoires.gouv.fr